

## **REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

### **PHASE 1 - CANDIDATURE**

# **Marché public global sectoriel (conception, réalisation) pour la construction de la Maison des Femmes sur le site de Bretonneau**

**Marché passé selon la procédure avec négociation**

(Articles R2124-3 et R2161-12 à R2161-20 du code de la commande publique)

**Date limite de remise des plis « candidature » :  
13 février 2025 à 12h00**



**Ce marché comporte une clause environnementale**

**Ce marché comporte une clause sociale**

# Sommaire

Article I.	Objet de la consultation .....	4
Section 1.01	Descriptif : .....	4
Section 1.02	CPV : .....	4
Section 1.03	– Type de procédure.....	4
Section 1.04	Maitre d'ouvrage : .....	4
Section 1.05	Comptable assignataire des paiements .....	4
Section 1.06	Estimation de l'opération : .....	4
Section 1.07	Durée du marché - Reconduction - Délais d'exécution .....	4
Section 1.08	Clause d'insertion : .....	5
Article II.	Les intervenants pour l'opération.....	5
Article III.	– Caractéristiques de la consultation .....	6
Section 3.01	Déroulement de la procédure de passation.....	6
Section 3.02	Mode de dévolution .....	6
Section 3.03	Décomposition en tranches : .....	7
Section 3.04	Délai de validité des offres : .....	7
Section 3.05	Propriété intellectuelle des solutions proposées .....	7
Article IV.	– Déroulement de la consultation.....	7
Section 4.01	Phase 1 - Candidature .....	7
Section 4.02	Phase 2 : Négociation.....	8
b)	Modalités de la néogication .....	8
c)	Poursuite de la procédure .....	9
d)	Clôture de la négociation / Détail de l'offre finale .....	9
e)	Elimination d'un/des candidat(s).....	9
Section 4.03	Langue et unité monétaire : .....	10
Article V.	– Organisation .....	10
Section 5.01	du candidat.....	10
Section 5.02	Décisions du pouvoir adjudicateur .....	10
Section 5.03	Jury.....	10
Article VI.	– Présentation des candidatures et critères de sélection .....	10
Section 6.01	Pièces à produire et modalités de présentation pour la candidature .....	10
Section 6.02	Critères de sélection des candidatures .....	11
Section 6.03	Pièces à remettre dans l'offre : .....	12

Section 6.04	Critère de sélection des offres .....	12
Article VII.	– Conditions d’envoi et remise des offres .....	12
Section 7.01	Date et heure de réception des plis .....	12
Section 7.02	Envoi des candidatures.....	12
Article VIII.	Indemnisation des candidats.....	12
Article IX.	– Procédure de recours .....	13

## Article I. Objet de la consultation

### Section 1.01 Descriptif :

Construction d'un bâtiment neuf pour la Maison des Femmes sur le site de Bretonneau du CHRU de Tours

### Section 1.02 CPV :

45210000-2 Travaux de construction de bâtiments.  
71000000-8 Services d'architecture, services de construction, services d'ingénierie et services d'inspection.

### Section 1.03 – Type de procédure

La forme du marché est le marché public global sectoriel passé en application de l'article L2171-5 du code de la commande publique.

Il est passé selon la procédure avec négociation en application des articles R2124-3 et R2161-12 à R2161-20 du code de la commande publique.

Recours au marché global sectoriel :

L'opération prévoit en effet la réalisation d'un bâtiment affecté à l'exercice de missions du CHRU de Tours.

### Section 1.04 Maître d'ouvrage :

CHRU de Tours - 37044 Tours Cedex 9

- La personne signataire du marché est **Madame la Directrice Générale du CHRU de TOURS** (ou toute autre personne ayant délégation pour le représenter).
- La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R2191-60 du Code de la commande publique est **Madame la Directrice Générale du CHRU de TOURS** (ou toute autre personne ayant délégation pour le représenter).

### Section 1.05 Comptable assignataire des paiements

Le comptable assignataire des paiements et auprès de qui doivent être faites toutes oppositions et significations est :

TRESORERIE HOSPITALIERE D'INDRE ET LOIRE  
40, rue Edouard Vaillant  
37017 TOURS CEDEX 1

### Section 1.06 Estimation de l'opération :

L'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux hors honoraires est estimée à ce jour à 850 000 € HT.

### Section 1.07 Durée du marché - Reconduction - Délais d'exécution

Le marché débute à compter de la notification du marché pour une durée de 26 mois (hors année de parfait achèvement)

- Le calendrier prévisionnel indicatif est établi comme suit :
  - Envoi DCE offre dialogue : mars 2025

- Visite obligatoire ou facultative
- Phase négociation jusqu'à l'offre finale : mars à juin 2025
- Choix du Lauréat : août 2025
- Réception de travaux : avril 2027

Pour les phases conception et réalisation, le délai d'exécution est à l'initiative des soumissionnaires. Les délais sont précisés à l'acte d'engagement. Il est rappelé l'objectif prévisionnel de livraison des bâtiments comme renseigné ci-dessus.

### **Section 1.08 Clause d'insertion :**

Le maître d'ouvrage, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L 2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique. L'entreprise devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières. Le CCAP précisera à cet égard les différentes modalités envisageables de mise en œuvre de cette action d'insertion.

## **Article II. Les intervenants pour l'opération**

### **Maitre d'ouvrage:**

Nom du pouvoir adjudicateur : Centre Hospitalier Régional Universitaire de Tours

Représentant du pouvoir adjudicateur : Mme La Directrice Générale du CHRU de Tours

Adresse : 37044 TOURS Cedex 9

Adresse du profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Référents Techniques du dossier :

- M MOUCHEL / Directeur du Patrimoine, du Biomédical et des Services Techniques -  
Téléphone : 02.47.47.47.10
- Mme DUHEM / Cheffe de projet à la Direction du Patrimoine, du Biomédical et des Services  
Techniques – Téléphone : 02.47.47.75.86

### **Conduite d'opération**

Elle est réalisée par la Direction du Patrimoine, du Biomédical et des Services Techniques.

### **Mission d'Ordonnancement ,Pilotage et Coordination (OPC)**

Le titulaire se voit confier la mission OPC pour la réalisation de cette opération.

### **Coordonnateur Système de Sécurité Incendie (SSI)**

L'intervenant sera désigné ultérieurement.

### **Autres intervenants**

- Contrôle technique : L'intervenant sera désigné ultérieurement.
- CSPS : L'intervenant sera désigné ultérieurement.

## Article III. – Caractéristiques de la consultation

### Section 3.01 Déroulement de la procédure de passation

La procédure, qui se déroulera uniquement en français, est décomposée en deux phases distinctes :

**Phase 1** : une phase candidature au terme de laquelle le maître d'ouvrage désigne les candidats admis à présenter une offre. Conformément aux dispositions des articles R. 2142-15 et suivants du Code de la commande publique, le nombre de candidats qui seront invités à présenter une offre sera fixé à trois (3) sous réserve d'un nombre suffisant de candidatures recevables déposées.

**Phase 2** : une phase offre au cours de laquelle le maître d'ouvrage se laissera la possibilité de négocier sur les conditions d'exécution du marché avec les candidats admis à présenter une offre.

- ✓ Remise par le Maître d'Ouvrage du dossier de consultation et de ses compléments éventuels,
- ✓ Visite du site facultative ou obligatoire,
- ✓ Étude par les candidats – questions/réponses avec le pouvoir adjudicateur,
- ✓ Remise d'une proposition par les candidats répondant aux objectifs fixés par les documents de consultation,
- ✓ Analyse de la proposition par le pouvoir adjudicateur,
- ✓ Convocation des candidats, transmission de l'ordre du jour du dialogue et des questions/précisions éventuelles,
- ✓ Séance de négociation suivant l'ordre du jour,
- ✓ Synthèse, arbitrages et décisions du pouvoir adjudicateur,
- ✓ Information des candidats sur la décision du pouvoir adjudicateur.

Il est prévu que la négociation se déroule en deux tours avant la remise de l'offre finale. Le Maître d'Ouvrage se réserve néanmoins la possibilité de faire évoluer l'organisation de la négociation autant que nécessaire. À ce titre, le nombre de tours de négociation pourra être augmenté ou diminué.

### Section 3.02 Mode de dévolution

- Le marché est unique. Il n'est pas prévu de décomposition en lots
- En cas de constitution d'un groupement, il est souhaité que la forme que revêt le groupement soit conjoint avec mandataire solidaire. Dans le cas où le groupement ne revêtirait pas la forme souhaitée, le maître d'ouvrage se réserve le droit de contraindre l'attributaire à revêtir la forme souhaitée.

**Il est souhaité que le mandataire du groupement soit l'entreprise TCE.** L'assurance du Mandataire devra couvrir les responsabilités attachées à la fois à cette fonction ainsi qu'au montant de cette opération.

Un même opérateur économique ne peut pas être membre de plusieurs groupements (agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement).

- Le groupement devra disposer des compétences suivantes :
  - ✓ une entreprise générale et/ou un groupement d'entrepreneurs
  - ✓ un architecte (inscription à l'ordre des architectes),
  - ✓ un ou plusieurs BET ayant les compétences en :
    - Structure

- Electricité
- CVC / Plomberie
- Paysage - VRD
- Acoustique
- Thermique
- Economiste
- Coordonnateur SSI
- Synthèse

### **Section 3.03 Décomposition en tranches :**

Le marché n'est pas décomposé en tranches.

### **Section 3.04 Délai de validité des offres :**

Le délai de validité des offres est fixé à 6 mois à compter de la date limite de réception des offres finales.

### **Section 3.05 Propriété intellectuelle des solutions proposées**

Au cas où il ne serait pas donné suite à la procédure, les solutions et les offres finales des concurrents ne pourront être utilisées, en tout ou partie, sans accord de leur auteur.

## **Article IV. – Déroulement de la consultation**

### **Section 4.01 Phase 1 - Candidature**

#### **Retrait du dossier :**

Le dossier de consultation des entreprises est disponible immédiatement et gratuitement à l'adresse électronique suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Aucune demande d'envoi du DCE n'est autorisée.

#### **Documents fournis aux candidats**

Les documents constituant le dossier de consultation des entreprises « phase candidature » sont les suivants :

- ✓ Le présent règlement de la consultation,
- ✓ La notice synthétique de l'opération,
- ✓ La fiche de présentation de l'équipe (format Excel),
- ✓ La fiche de renseignement

#### **Modifications de détail**

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des candidatures soit le 7 février 2025. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le maître d'ouvrage des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des candidatures est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Le maître d'ouvrage attire l'attention des candidats sur le fait qu'il est de leur responsabilité de déclarer des coordonnées valides. Les adresses électroniques indiquées pour le téléchargement

seront les seules adresses utilisées pour informer les candidats des éventuelles modifications et transmettre les compléments d'information lors de la consultation. Pour les candidats qui téléchargeraient les dossiers de consultation sans authentification ou si l'adresse communiquée est erronée, il est de leur responsabilité de consulter régulièrement le dossier disponible sur le profil acheteur pour vérifier si des modifications ont été apportées au dossier ou si des questions et des réponses ont été publiées.

Personne auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus :

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 14 jours avant la date limite de réception des candidatures, une demande écrite par l'intermédiaire du profil d'acheteur du maître d'ouvrage, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des candidatures.

## **Section 4.02 Phase 2 : Négociation**

### **a) Remise des documents de consultation par le pouvoir adjudicateur :**

Au début d'une phase de négociation, le Maître d'Ouvrage transmet aux candidats les documents de consultation qui définiront le cadre et les attentes des offres initiales remises par les candidats.

Pour chaque phase de négociation, des compléments, généraux ou spécifiques par candidat sur la base des solutions abordées au cours des séances de dialogue, pourront être transmis.

### **b) Modalités de la négociation**

Il y aura un ou plusieurs tours de négociation.

Au cours de la négociation, les candidats pourront être invités à remettre une ou plusieurs offres intermédiaires. Les candidats pourront être auditionnés par le jury ou toute commission missionnée à cet effet et à tous les stades du dialogue.

Les candidats seront convoqués au moins 8 jours avant la date d'audition.

Une fois que le maître d'ouvrage estimera que la négociation est close, il invitera les candidats à remettre leur offre finale. A l'issue de la remise des offres finales, les candidats pourront être auditionnés par le jury ou toute commission missionnée à cet effet, lequel/laquelle examinera leurs prestations et formulera un avis motivé sur la base des critères définis plus après.

L'offre économiquement la plus avantageuse sera choisie par la commission du maître d'ouvrage, au regard de l'avis motivé rendu par le jury.

Ces rencontres seront menées avec la commission.

Les candidats sont reçus séparément.

Ces séances, auront notamment pour objet de :

- ✓ Faire présenter et clarifier par les candidats leur proposition,
- ✓ Faire part aux candidats de l'analyse de leur proposition et recueillir leurs réactions ou leurs propositions alternatives,
- ✓ Permettre les échanges techniques sur les solutions envisagées afin d'en connaître les intérêts et contraintes et permettre une meilleure maturation des solutions que proposera le candidat dans sa proposition,
- ✓ Poser des questions et demander des précisions sur la proposition des candidats,



- ✓ Traiter les éventuelles questions des candidats,
- ✓ Effectuer une synthèse des échanges.

Lors des séances de négociation, chaque candidat est représenté par les personnes compétentes au regard du contenu de la proposition et des ordres du jour notifié. Le Maître d'Ouvrage pourra indiquer les compétences pour lesquelles des personnes qualifiées sont requises pour la négociation. Il pourra également limiter le nombre de représentants de chaque candidat. Ces précisions seront données avec l'ordre du jour.

#### c) Poursuite de la procédure

À l'issue d'une phase de négociation, le pouvoir adjudicateur, s'il estime que les discussions sont arrivées à leur terme, pourra décider de clôturer la négociation.

Dans le cas contraire, une nouvelle phase de négociation pourra avoir lieu. Le Maître d'Ouvrage informera les candidats des modalités de la phase à venir.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de convoquer le jury lors du 2<sup>ème</sup> tour de négociation pour avoir un avis sur les 2<sup>èmes</sup> propositions des candidats et décider de l'élimination éventuelle d'un candidat.

Le calendrier prévisionnel de la phase de négociation ou d'offre à venir et les éléments à fournir dans le cadre de la proposition ou de l'offre seront précisés dans le dossier remis en début de nouvelle phase/tour (ce dossier comprendra le règlement de la phase/tour).

#### d) Clôture de la **négociation** / Détail de l'offre finale

Lorsqu'il estime que les discussions avec les candidats sont arrivées à leur terme, le Maître d'Ouvrage clôturera la négociation.

Il en informe les candidats qui ont participé, sur la plateforme dématérialisée : <http://www.marches-publics.gouv.fr>.

Sur la base des solutions qui ont été présentées et spécifiées lors des phases de négociations et suivant les arbitrages réalisés par le Maître d'Ouvrage à l'issue de la négociation les candidats seront invités à remettre une offre finale suivant les modalités qui leur seront alors précisées.

La demande d'invitation à remettre leur offre finale sera accompagnée d'un règlement spécifique pour cette étape et du dossier de demande d'offre finale.

Pour être recevable, l'offre finale des candidats devra être communiquée selon les modalités et dans les délais fixés par le Maître d'Ouvrage dans les documents de consultation remis.

#### e) Elimination d'un/des candidat(s)

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de ne pas poursuivre la négociation avec l'ensemble des candidats jusqu'à la fin de la procédure.

Lors de la phase de négociation, si la proposition d'un candidat est trop éloignée des exigences du programme et du dossier de consultation, le maître d'ouvrage pourra décider d'éliminer ce candidat (et notamment si le montant de l'offre est trop élevé par rapport à l'enveloppe financière du maître d'ouvrage).

Cette élimination fait l'objet d'une décision écrite du pouvoir adjudicateur après avis de la commission de négociation et éventuellement du jury.

#### **Section 4.03 Langue et unité monétaire :**

Les candidatures et les offres devront être rédigées en langue française ou accompagnée d'une traduction en français. Les offres financières sont exprimées en euro (€).

### **Article V. – Organisation**

#### **Section 5.01 du candidat**

Pour mener la négociation de manière efficiente, le candidat sera organisé à minima comme suit :

- ✓ Il désigne un représentant, interlocuteur principal du pouvoir adjudicateur, à qui seront notamment adressées et dont émaneront toutes les correspondances.  
Celui-ci est obligatoirement parmi les personnels de l'entreprise mandataire.
- ✓ Il s'entoure, par spécialité, des experts de son équipe, ceux-ci pourront être présents aux séances thématiques de négociation selon l'ordre du jour que propose le pouvoir adjudicateur

#### **Section 5.02 Décisions du pouvoir adjudicateur**

Les décisions à prendre au cours de la procédure avec négociation (choix du lauréat...) sont de la compétence du pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur, pour la présente procédure avec négociation, met en place une « Commission de négociation » et un jury dans l'objectif de :

- ✓ permettre la collégialité,
- ✓ optimiser les prises de décisions,
- ✓ garantir la transparence, l'égalité de traitement des candidats et la confidentialité.

#### **Section 5.03 Jury**

Le jury est composé de 6 membres soit :

- ✓ 2 directeurs hospitaliers
- ✓ 2 représentants des utilisateurs
- ✓ 2 maîtres d'œuvre qualifiés

Le jury débattera des propositions de la commission de négociation et préparera la décision du président du jury en l'éclairant des avis et expressions de chacun des membres.

### **Article VI. – Présentation des candidatures et critères de sélection**

#### **Section 6.01 Pièces à produire et modalités de présentation pour la candidature**

Documents exigés :

- ✓ **Groupement**
  - Pouvoir de la personne habilitée à engager chaque soumissionnaire, cotraitant ou sous-traitant
  - Lettre de candidature (DC1)
  - Une note de 20 pages maximum précisant le fonctionnement du groupement et détaillant notamment :

- l'organisation et les méthodologies de travail envisagées pour chaque phase de l'opération (études, travaux, réception et GPA), permettant de garantir la qualité d'exécution de l'ensemble des phases.
  - l'organigramme.
  - les capacités techniques et professionnelles du groupement couvrant obligatoirement tous les champs de compétences suivants : conception et suivi architectural (architecte), conception et suivi technique tous corps d'état (structure, électricité, CVC/plomberie, paysagiste-VRD, acoustique, thermique, économiste, CSSI, synthèse), une entreprise générale de bâtiment et/ou un groupement d'entreprises
  - La fiche de présentation de l'équipe, selon le modèle imposé à télécharger sur <http://www.marches-publics.gouv.fr>, en format pdf imprimable en A3, selon les niveaux(x) spécifique(s) minimal/minimaux exigé(s) :
    - Les 5 références présentées (réalisées ou en cours) au cours des 10 dernières années maximum pour les membres du groupement devront de préférence être des opérations similaires : bâtiments neufs médico-sociaux de taille et complexité équivalentes. Les candidats devront avoir au moins 2 références d'opération similaires d'environ 800 000 à 1 000 000 € HT de travaux ou plus, pour des surfaces neuves au moins 450 m<sup>2</sup> SDO.
    - Les références communes entreprise/maître d'œuvre sont à préciser, ainsi que celles réalisées en conception-réalisation.
- ✓ **Chaque candidat**
- Déclaration du candidat ou tout document équivalent (DC2) indiquant la déclaration des chiffres d'affaires des trois derniers exercices disponibles,
  - Copie du jugement de redressement judiciaire (le cas échéant)
  - Les attestations fiscales délivrées par les administrations et organismes compétents.
  - Les attestations sociales prouvant que le candidat est à jour de ses impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales, délivrées par les administrations et organismes compétents.
  - Déclaration des effectifs et importance du personnel d'encadrement des 3 dernières années, indication des titres d'études et professionnels ainsi que les références et CV des intervenants prévues pour chaque prestation nécessaire à la réalisation du marché.
  - Certificats et/ou qualifications professionnelles et capacités techniques, à fournir pour chaque membre du groupement (ou justificatifs équivalents), avec attestations de bonne exécution, dont inscription à l'ordre des architectes pour le concepteur.
  - Présentation de trois références significatives: 3 références extraites de la fiche de présentation synthétique seront illustrées et présentées sous forme de fiches en couleur sur 3 formats A4 recto/verso.

## **Section 6.02 Critères de sélection des candidatures**

- Capacités techniques et professionnelles appréciées sur les compétences, les moyens humains et les qualifications professionnelles de l'ensemble des membres du groupement, pour assurer l'ensemble du marché
- Qualité des références présentées par les membres du groupement, qui devront être de nature, de taille et de complexité équivalentes au projet.
- Capacité économique et financière de tous les membres du groupement en rapport avec l'importance de l'ouvrage.

### **Section 6.03 Pièces à remettre dans l'offre :**

Elles seront précisées dans le règlement de consultation « phase 2 - offre »

### **Section 6.04 Critère de sélection des offres**

- Critère n°1 : Prix : 50 %  
Les offres seront notées selon le calcul suivant : (montant offre la moins chère / montant offre notée) \* 50
- Critère 2 - Qualité architecturale, fonctionnelle et technique, respect des surfaces (respect des SU, SDO de service, SDO totale, ratio SU/SDO service, ratio SDO service/SDO totale), et insertion dans le site : 35%
- Critère 3 - Planning : 10%
- Critère 4 - Qualité environnementale : 5%

Les offres seront notées sur 100 points et arrondies à la décimale supérieure.

## **Article VII. – Conditions d'envoi et remise des offres**

### **Section 7.01 Date et heure de réception des plis**

La date et l'heure limites de réception des plis sont indiquées en page de garde du présent règlement. Toute candidature parvenue après cette limite sera déclarée hors délai.

### **Section 7.02 Envoi des candidatures**

Les soumissionnaires remettront leur candidature par voie dématérialisée exclusivement sur la plateforme d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr> avant la date et l'heure limites de réception des offres.

Afin d'empêcher la diffusion des virus informatique, les fichiers comportant notamment les extensions suivantes ne doivent pas être utilisés par le soumissionnaire : exe, com, bat, pif, vbs, scr, msi, eml. Par ailleurs les fichiers dont le format est autorisé ne doivent pas contenir de macros.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres. Les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles. Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Aucune autre forme de transmission par voie électronique ne sera acceptée.

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule la dernière offre reçue dans le délai fixé pour la remise des offres est ouverte.

## **Article VIII. Indemnisation des candidats**

Des primes sont prévues pour les candidats admis à présenter une offre.

Les prestations remises seront équivalente à un APS.

Une prime de 7 500 € HT maximum sera versée à chaque candidat ayant remis la totalité des prestations demandées en phase 2 « offre ».

Il est fait application de l'article R2171-22 du Code de la Commande publique.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité, de ne pas verser la totalité de la prime si les prestations demandées ne respectent pas les exigences du règlement de consultation de la phase « offre ».

Le montant définitif sera arrêté par le maître d'ouvrage, après avis du jury, en fonction de la qualité de l'offre et du stade où la proposition aura été éliminée.

Le montant visé ci-dessus s'entend hors taxe et n'est pas révisable.

## **Article IX. – Procédure de recours**

Le tribunal territorialement compétent est le Tribunal Administratif d'Orléans, situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLEANS CEDEX 1 (Tél : 02 38 77 59 00 ; Courriel : greffe.ta-orleans@juradm.fr).

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont le référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative, jusqu'à la signature du contrat et le référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du Code de justice administrative, pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R.551-7 du code.

Le recours de pleine juridiction est ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé et peut être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.